

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 355 DU JEUDI 21 NOVEMBRE 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

COOPÉRATION

P.3

L'Ambassade de l'Algérie à Conakry célèbre l'an 70 de l'indépendance du pays



VULGARISATION DE L'AVANT-PROJET DE NOUVELLE CONSTITUTION P.4



L'Union Sacrée lance sa campagne en appui au CNT (Entretien)

SOCIÉTÉ

P.5



Un journaliste échappe de justesse à un enlèvement, à la Cimenterie (Entretien)

SANTÉ

P.8



Le diabète, une véritable préoccupation de santé publique, pourtant négligée par la population (entretien Pr. Amadou Kaké, diabétologue)

Édito à vue d'Aigle

Les acteurs politiques d'accord sur leur désaccord

C'est un euphémisme de dire aujourd'hui que les acteurs politiques ne constituent pas un bloc uni face au CNRD dont le président est accusé à tort ou à raison de vouloir s'éterniser au pouvoir, contre la majorité des Guinéens. Pour le retour à l'ordre constitutionnel fin décembre 2024, ils ne regardent plus dans la même direction. Les Forces vives de Guinée auxquelles appartiennent le RPG Arc-en-ciel, l'UFDG et l'UFR ne comptent pas relâcher la pression sur les autorités de la transition... P.2

TOURNOI DOTÉ DU TROPHÉE "GÉNÉRAL MAMADI DOUMBOUYA"

N'zérékoré emboîte le pas à d'autres préfectures du pays

P.4

RÉGULATION DES MÉDIAS

P.2

La HAC organise une retraite à Kindia

CAN MAROC 2025

La Guinée ne sera pas au rendez-vous

P.5

Édito à vue d'aigle



Les acteurs politiques d'accord sur leur désaccord

C'est un euphémisme de dire aujourd'hui que les acteurs politiques ne constituent pas un bloc uni face au CNRD dont le président est accusé à tort ou à raison de vouloir s'éterniser au pouvoir, contre la majorité des Guinéens. Pour le retour à l'ordre constitutionnel fin décembre 2024, ils ne regardent plus dans la même direction. Les Forces vives de Guinée auxquelles appartiennent le RPG Arc-en-ciel, l'UFDG et l'UFR ne comptent pas relâcher la pression sur les autorités de la transition.

Elles tiennent absolument au strict respect de l'accord conclu avec la CEDEAO et voient d'un très mauvais œil la campagne (en cours) de vulgarisation de l'avant-projet de la nouvelle constitution. Quand il s'est emparé du pouvoir le 5 septembre 2021, le général Mamadi Doumbouya, l'actuel locataire du palais Mohammed V, a promis et juré d'organiser des élections libres et transparentes de la base au sommet pour remettre le pouvoir aux civils. Mais à un mois et demi de la date butoir, nombreux sont ceux qui ne cachent plus leur scepticisme quant au respect du chronogramme de la transition par les tombeurs d'Alpha Condé. C'est le cas notamment des acteurs politiques regroupés au sein de ces Forces vives de Guinée qui ne font pas mystère de leur détermination à amener le CNRD à respecter ses engagements, en remettant le pouvoir aux civils à l'issue d'élections libres et transparentes.

Par contre, pour les partisans et les soutiens inconditionnels du CNRD, les différentes étapes du chronogramme sont plutôt en train d'être exécutées à la satisfaction générale. Ils soutiennent qu'avec l'ancien commandant du Groupement des Forces spéciales, il y a des raisons d'espérer un retour apaisé à l'ordre constitutionnel en Guinée. À les en croire, il ne sert à rien de précipiter la transition en organisant des élections bâclées avec tous les risques que cela comporte. La pertinente question que l'on est tenté de se poser est de savoir si le CNRD pourra dérouler sereinement son agenda face à la détermination des Forces vives de Guinée dont sont membres les trois poids lourds de la scène politique guinéenne. Mais contrairement aux partis membres des FVG, il y a des partis membres de l'Union sacrée, dont la coordination est assurée par Dr Ibrahim Sory Diallo de l'ADC-BOC, qui estiment que le délai du 31 décembre est intenable. Ils viennent d'ailleurs de lancer leur campagne de vulgarisation de l'avant-projet de la nouvelle constitution, en guise de soutien à la démarche du CNT. Comme on le voit donc, les acteurs politiques guinéens ne sont d'accord que sur leur désaccord, au grand dam de leurs militants et sympathisants.

Kèfina Diakité

ACTUALITÉ

RÉGULATION DES MÉDIAS

La HAC organise une retraite à Kindia

La Haute Autorité de la Communication (HAC), au cours de sa retraite à Kindia, du 12 au 15 novembre 2024, a procédé à l'élaboration de son plan annuel de 2025. Une rencontre qui a été présidée par le président de l'institution, Boubacar Yacine Diallo, et au cours de laquelle plusieurs thématiques ont été abordées par les commissaires.



Parmi ces thématiques, l'on peut citer notamment la liberté de la presse ; le fonctionnement de la HAC ; les projets des 6 commissions spécialisées ; les recommandations issues du rapport-synthèse des missions effectuées à l'étranger sur la gestion de la couverture médiatique du référendum et les élections annoncées par le gouvernement. Le président de la HAC, l'instance de régulation des médias en République de Guinée, a décliné les objectifs essentiels de cette retraite. « Je suis totalement satisfait des résolutions qui ont été annoncées à Kindia à cause de leur pertinence et de leur diversité concourant à la promotion et à la protection de la liberté de la presse dans notre pays. L'un des objectifs qui était assigné à cette retraite, c'était de faire l'état des lieux de l'exercice de la liberté de la presse. Les commissaires ont tiré la conclusion que la presse est libre dans notre pays et que l'exercice de cette profession mérite qu'elle même respecte davantage, l'éthique et la déontologie. Le deuxième objectif, c'était de

faire notre plan opérationnel 2025. Les activités ont été identifiées et nous avons mis un accent particulier sur la formation des journalistes qui se trouvent à Conakry ou à l'intérieur du pays. Nous avons également recommandé que le service monitoring de la HAC soit modernisé pour nous permettre de faire une meilleure régulation. », a déclaré Boubacar Yacine Diallo.

Abordant le sujet relatif à la fermeture de certains médias et au retrait de licences pour d'autres, le président de la Haute Autorité de la Communication (HAC) a fait remarquer ceci : « La HAC a conscience de cet état de fait et nous encourageons toutes les initiatives qui concourent à la résolution de ce qu'on pourrait ne pas appeler une crise, mais probablement un malentendu et nous sommes tout à fait disposés à accompagner toutes les initiatives car la presse, les autorités, c'est un peu comme la langue et les dents. Les dents mordent la langue mais les deux cohabitent »

Kaba Kankoula

L'Aigle Infos
L'Information qui s'élève

Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège - Hamdaye 2
Commune de Raouba, Sur la route Le Prince à côté de la
Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de
Guinée
E-mail : laigleinfos@gmail.com - tél. (+224) 621935388
Fondateur & Administrateur Général
Mamadou Aliou (Kèfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53
Directeur de Publication
Amadou Sadio Diallo
Rédacteur en Chef
Sekou Condé
Secrétaire Général de la Rédaction
Sammuel M'Bemba
Comité de Rédaction
Sammuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kèfina Diakité) Diakité,
Sekou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadio Diallo
Collaborateurs:
Thomas Morgan Mamy, Moïse Sidibé, Isidoros Kardonis
Stagiaire: Mamadou Oury Bah
**Service Commercial, Marketing, Abonnement,
Annonces et Pub**
Dumar Kabirou Kaba
664 70 66 50
Imprimeur
Araba Barry
628453493
Imprimerie
Le Scribe
Distribution
L'Aigle Infos/Maison du Livre
Mise en page
Mohamed Lamine Camara - 664 57 99 72
Édité par : Kèfina Sariu (Société de Régie, d'édition
et de Communication)

COOPÉRATION

L'Ambassade de l'Algérie à Conakry célèbre l'an 70 de l'indépendance du pays

L'Ambassade de l'Algérie à Conakry a organisé dans la soirée du mercredi, 13 novembre 2024, une cérémonie festive pour marquer la date anniversaire de son accession à l'indépendance, le 1er novembre 1954. Des membres du CNRD, du gouvernement, des représentants des corps diplomatiques accrédités en Guinée ont rehaussé de leur présence cette cérémonie qui s'est tenue dans un complexe hôtelier de la place.



Un évènement au cours duquel, le nouvel Ambassadeur de la République Démocratique Populaire d'Algérie a exprimé sa volonté de continuer à entretenir davantage les relations guinéo-algériennes.

Du haut du podium, le tout nouvel ambassadeur de la République Démocratique Populaire d'Algérie, a exprimé des remerciements à ses hôtes venus honorer ce moment historique, marquant leur indépendance. Dans un discours diplomatique, Abdelkrim Touahria a rappelé un contexte historique qui a permis à son pays d'arracher sa souveraineté au prix de sa vie : « C'est avec un réel plaisir que j'organise cette fête quatre mois jour pour jour après mon arrivée à Conakry, capitale

d'un pays avec lequel nous entretenons des relations fraternelles et historiques », a-t-il exprimé avant de déplorer les conséquences du conflit israélo-palestinien : « La célébration de cette année est malheureusement entachée par ce qui se passe dans certaines parties de notre espace planétaire. C'est notamment ce que font nos frères Libanais et Palestiniens au Liban où les dirigeants de l'extrême droite ont fi de toutes les résolutions des Nations unies pour commettre des massacres inégalés dans une totale impunité », a dénoncé le diplomate.

Le contexte de cette célébration est aussi particulier car il intervient quelques semaines après la réélection du président algérien, Abdelmadjid Tebboune.

Elue membre permanent du conseil supérieur des Nations unies en 2024, l'Algérie confirme son attachement aux idéaux des pays, de la non-ingérence aux affaires internes des pays, des soutiens aux causes justes et légitimes à travers le monde, le bon voisinage et les règlements pacifiques dans le monde : « Dans ce cadre, mon pays milite pour la promotion du panafricanisme, de l'intégration africaine, de la bonne gouvernance et de la lutte contre le terrorisme », s'est engagé Abdelkrim Touahria.

La Guinée et l'Algérie entretiennent des relations historiques créées par leurs premiers responsables depuis belle lurette. Cet acquis doit être protégé et continué pour ces deux nations : « Les relations algéro-guinéennes sont tissées bien avant l'indépendance de l'Afrique. Elles sont fraternelles et historiques. Nous ne pouvons oublier le soutien des frères Guinéens durant la colonisation qui s'est traduit par des positions dignes et courageuses des autorités

guinéennes de l'époque sous la conduite éclairée de feu président Ahmed Sékou Touré en permettant le transit et l'acheminement des armes à destination de l'Algérie en provenance des pays amis. Au lendemain de notre indépendance, nos deux pays ont construit une coopération fructueuse multisectorielle, notamment le volet de la formation et qui a enregistré un nombre impressionnant de cadres Guinéens dans des filières diverses. Les récents contacts et entretiens que j'ai avec mes interlocuteurs Guinéens m'ont donné l'impression que la tendance se situe à l'optimisme et à la perspective d'une coopération fructueuse et mutuellement avantageuse. Je voulais terminer mon allocution par une note de satisfaction concernant l'évolution de la situation politique guinéenne marquée par des avancées des négociations avec la CEDEAO pour un retour à l'ordre constitutionnel », a-t-il souligné.

Le gouvernement guinéen s'est fait représenter à cette cérémonie, par le secrétaire

général du Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger. Abdoulaye Youla, a au nom du Ministre Morissanda Kouyaté, souhaité une bonne fête à la République Démocratique Populaire d'Algérie tout en les invitant à associer leur image au projet Simandou 2040 pour une prospérité partagée : « Ce moment exceptionnel de souvenir, la République de Guinée l'a toujours fêté avec joie et fierté pour traduire son attachement et au respect de la dignité humaine. Comme vous le savez, nos deux pays entretiennent d'excellentes relations d'amitié, de coopération et de partenariat depuis leur accession à l'indépendance nationale sous l'égide des feux présidents Ahmed Ben Bella et Ahmed Sékou Touré. Cet engagement historique a abouti au développement d'une coopération fructueuse, avantageuse et qui s'inscrit dans plusieurs domaines, notamment la formation des cadres Guinéens évoluant dans l'administration publique et d'autres dans le privé, et qui joue aujourd'hui un rôle déterminant dans le développement socio-économique de la République de Guinée. Que le peuple et le gouvernement algérien en soient vivement remerciés. Je voudrais saisir cette occasion pour inviter les investisseurs algériens tout comme les autres partenaires ici présents, à s'intéresser au programme Simandou 2040 qui offre d'immenses opportunités», a souhaité le représentant du Dr Morissanda Kouyaté. Un buffet et un cocktail offerts aux invités ont marqué la fin de la cérémonie.

Samuel Demba. D

Interview

VULGARISATION DE L'AVANT-PROJET DE NOUVELLE CONSTITUTION

L'Union Sacrée lance sa campagne en appui au CNT

L'Union sacrée veut apporter sa contribution à la campagne de vulgarisation de l'avant-projet de la nouvelle constitution déjà en cours à l'intérieur du pays, depuis le samedi, 16 novembre 2024. Les acteurs membres de cette entité politique, prévoient d'aller à la rencontre de leurs militants à l'intérieur du pays pour leur expliquer le contenu du document élaboré par l'organe législatif, dirigé par Dansa Kourouma afin que ceux-ci soient bien imprégnés avant le jour du référendum. Dans un entretien accordé à votre quotidien, Dr Ibrahima Sory Diallo, le coordinateur général de cette coalition, a donné les grandes lignes de leur action.

L'Aigleinfos : La campagne de vulgarisation de l'avant-projet de nouvelle constitution est lancée depuis un certain moment par le CNT, et vous avez décidé de rencontrer la presse aujourd'hui. De quoi il s'agit ?

Dr Ibrahima Sory Diallo : Il était question d'exprimer notre position suite à la demande du CNT nous invitant à accompagner la vulgarisation de l'avant-projet de nouvelle constitution étant donné qu'on a été associé à l'atelier de présentation du contenu de ce document. Donc pour nous, c'est une suite logique que le CNT s'intéresse aux politiques pour la vulgarisation.

L'Aigleinfos : Vous vous décidez à un moment où le CNT a déjà occupé tout le territoire national pour cette même cause. Que voulez-vous apporter véritablement de nouveau à cette campagne ?

Dr Ibrahima Sory Diallo : L'Union sacrée va compléter ce que nos militants n'ont pas eu à comprendre lors du passage du CNT. C'est pourquoi nous avons accepté d'abord que le CNT passe pour que nous puissions venir en appoint afin qu'ils puissent comprendre



que nous sommes associés et nous allons leur demander de s'approprier le contenu de ce document.

L'Aigleinfos : Vos amis des Forces Vives disent qu'ils ne sont pas intéressés à cette campagne de l'avant-projet de nouvelle constitution et appellent leurs militants à se réserver. Que direz-vous à ceux-ci pour l'élaboration de ce travail ?

Dr Ibrahima Sory Diallo : C'est de leur demander de reconsidérer leur position parce que si on entend le retour à l'ordre constitutionnel,

cela passe d'abord par la constitution, le code électoral et le fichier. Ce sont ces éléments qui entrent aujourd'hui dans le cadre du retour à l'ordre constitutionnel mais si vous dites que vous rejetez, cela veut que vous ne faites que nous perdre le temps, et cela va perdurer la transition. C'est pourquoi nous avons dit que ce sont des passages obligés et s'il y a des problèmes, demander au CNT de corriger.

L'Aigleinfos : Le CNT dans sa campagne, utilise des élèves de l'école primaire et ceux du collègue pour assister à ses

meetings, des gens qui n'ont pas l'âge de voter. Quelle réaction l'Union sacrée apporte à cet acte ?

Dr Ibrahima Sory Diallo : Cela ne nous intéresse pas. Vous savez, quand une délégation vient dans une contrée, il faut que des sages, jeunes et même des enfants soient associés pour être témoins de sa présentation. Donc utiliser des enfants, nous nous ne rentrerons pas dans ces détails.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce que vous avez reçu pour accompagner ce projet ?

Dr Ibrahima Sory Diallo : Nous

avons reçu des kits par rapport à la mise en œuvre des activités.

L'Aigleinfos : On peut dire que l'Union sacrée partage largement le contenu du travail fait par le CNT ?

Dr Ibrahima Sory Diallo : Tu peux ne pas aimer la tête de Dr Dansa Kourouma mais son équipe a fait un travail remarquable. Nous avons été associés et nous avons apprécié, il ne faudrait pas que demain, nos militants disent qu'on n'a pas entendu nos leaders parler de cela.

L'Aigleinfos : Quelles sont les villes qui ont été ciblées pour mener cette campagne ?

Dr Ibrahima Sory Diallo : Nous avons lancé déjà aujourd'hui pour Conakry et Kindia, après nous partirons à Mamou le dimanche, d'autres délégations seront à Labé, Faranah, N'Zérékoré, Kankan et Kouroussa. Cela veut dire que nous allons faire les quatre régions naturelles.

L'Aigleinfos : Merci à vous Dr Ibrahima Sory Diallo !

Dr Ibrahima Sory Diallo : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

TOURNOI DOTÉ DU TROPHÉE "GÉNÉRAL MAMADI DOUMBOUYA"

N'zérékoré emboîte le pas à d'autres préfectures du pays

Le samedi 16 novembre 2024, le coup d'envoi d'un tournoi de football doté du trophée "Général Mamadi Doumbouya" a été donné à N'zérékoré, la capitale de la Guinée forestière. C'était en présence des membres du cabinet présidentiel et des membres du Gouvernement Bah Oury.

Le général Amara Camara et sa suite ont été chaleureusement accueillis par la population de N'zérékoré, de l'aéroport jusqu'au stade 3-Avril au centre-ville.

Sur des affiches, l'on pouvait lire clairement des messages explicites comme « Doumbouya pour la continuité ». « De l'aéroport à ici, nous avons entendu, mes collègues et moi, vos messages et soutiens au président de la République, chef de l'État. Nous avons aussi entendu la volonté de la plus grande frange

de la population de la région administrative de N'zérékoré que le président Mamadi Doumbouya continue la refondation de notre pays. Nous en prenons acte et nous transmettons le message à qui de droit », a déclaré dans son discours de circonstance le général Amara Camara, ministre secrétaire général de la présidence de la République.

Ces derniers temps, force est de constater qu'il y a une certaine prolifération des mouvements de soutien et des tournois dotés

du trophée "Général Mamadi Doumbouya à travers le pays. Avant N'zérékoré, d'autres préfectures se sont illustrées dans ce sens : Boffa, Forécariah, Kindia, Labé, Dinguiraye, Kouroussa, Mandiana, Siguiri, etc. Ce qui, aux yeux des détracteurs du CNRD, prouve à suffisance que les tombeurs d'Alpha Condé n'ont aucune intention de remettre de sitôt le pouvoir aux civils à l'issue d'élections libres et transparentes. Quant aux chauds partisans des autorités de la transition, ils

n'hésitent pas à mettre en avant le bilan, qu'ils jugent positif, des trois ans de gestion de l'actuel locataire du palais Mohammed V. Ils citent pêle-mêle : la justice érigée en boussole pour tout le monde ; la tenue à la satisfaction générale du procès des événements tragiques du 28 septembre 2009 ; la réconciliation des Guinéens avec leur histoire commune, aussi tumultueuse soit-elle ; l'organisation avec succès des assises nationales dans les communes de Conakry, les 33

préfectures et les ambassades à l'étranger ; la mise en place d'un cadre de dialogue national permanent pour échanger autour des sujets d'intérêt national au triple plan politique, économique et social ; l'ouverture de nombreux chantiers de construction d'infrastructures aux quatre coins du pays (routes, aéroports, aérodromes, ports, chemins de fer, etc.), la relance du mégaprojet Simandou.

Kèfina Diakité

Interview

SOCIÉTÉ

Un journaliste échappe de justesse à un enlèvement, à la Cimenterie

L'insécurité continue de gagner du terrain à Conakry et ses environs. Alors que des acteurs de la société civile non des moindres sont encore introuvables, un journaliste vient d'échapper à un kidnapping au quartier BAILOBAYA à la Cimenterie, dans la préfecture de Dubréka. Ce confrère ne se reproche rien, mais cela ne l'a pas empêché de se faire attaquer par des inconnus à bord d'un véhicule des agents de sécurité. Oury Maci Bah, puisque c'est de lui qu'il s'agit, se trouve aujourd'hui dans un état de psychose. Sa vie est menacée et ne sait plus à quel saint se vouer. Le rédacteur en chef du site "Les nouvelles d'Afrique" interpelle les autorités...

L'Aigleinfos : M. Bah, nous avons appris que vous avez échappé à une tentative d'enlèvement. Est-ce que vous confirmez, et quand est-ce que cela s'est passé ?

Oury Maci Bah : Je confirme l'information. Cela s'est passé hier (lundi, 18 novembre) à l'aube aux environs de 05H du matin. J'avais un colis à remettre à un transporteur de la ligne Maci, une sous-préfecture de Pita. Quand le chauffeur m'a appelé à 04H, je suis sorti de mon domicile à Bailobaya pour aller l'attendre au bord de la route. C'est là que je suis resté, et j'ai vu un véhicule arriver vers moi et j'ai cru que c'était le véhicule en question. Donc je me suis approché pour voir. Toute suite, trois des deux individus ont sauté de la voiture pour venir se jeter sur moi pour m'embarquer mais je ne me suis pas laissé faire, je me suis accroché à terre. Heureusement à cet instant, ces autres jeunes qui étaient de l'autre côté de la route, ont vu la scène alors qu'ils parlaient à la prière et quand ils sont venus, ces individus m'ont relâché pour rejoindre leurs camarades dans ce véhicule militaire. Le colis que j'avais, ils ont pris et l'ont jeté dans un caniveau. Et c'est quinze minutes après que le chauffeur que j'attendais est arrivé.

L'Aigleinfos : Est-ce que vous avez pu identifier ceux



qui ont voulu vous enlever ?

Oury Maci Bah : Je n'ai pas pu les identifier mais j'ai vu leurs visages. Si jamais je les vois, je pourrais les reconnaître.

L'Aigleinfos : Pourquoi selon, ces gens vous en veulent. Est-ce que c'est lié à un article de presse que vous avez publié ou une prise de position par rapport à un sujet ?

Oury Maci Bah : Je ne connais pas la cause exactement mais j'ai une idée. Récemment, j'ai participé à la médiation d'un conflit armé entre la sous-préfecture et celle de Gongorè où ils ont utilisé des coups de machettes et des fusils. A Conakry, les ressortissants de ces deux sous-préfectures

se sont retrouvés pour former une délégation mixte et je faisais partie. C'était pour aller dire la vérité pour ne plus que de telle chose se reproduise. Et lors d'une réunion, j'ai dénoncé haut et fort un réseau de malfrats qui se trouve à Gongorè et j'ai dit que tant que ce réseau souvent associé au vol de motos, connu de tout le monde continuera, il n'y aura pas de paix entre ces deux villages. Je ne dirais pas que c'est forcément cela la raison mais ça peut être lié aussi. En tant que journaliste, je ne me souviens pas avoir fait un article sensible ces derniers jours.

L'Aigleinfos : Dans votre carrière de journaliste, est-

ce que vous avez été une fois victime de cela ?

Oury Maci Bah : C'est la première fois que je sois victime de ce genre d'acte. Par contre, j'ai été victime de menace de mort par message et par appels anonymes mais des individus qui s'en prennent directement à moi, c'est la première fois. J'exerce le métier depuis maintenant dix ans.

L'Aigleinfos : Est-ce qu'on peut dire qu'aujourd'hui que vous avez peur de vous déplacer pour vaquer à vos occupations ?

Oury Maci Bah : Franchement j'ai peur parce que notre pays est devenu un endroit où des gens disparaissent sans jamais être retrouvés, le cas de Oumar Sylla alias Fonikè Menguè et Billo Bah pour ne citer comme exemple. J'ai peur, je pense que ma vie est menacée et je vais limiter mes déplacements. Cela ne devrait pas m'empêcher de faire mon travail, je vais réduire mes sorties.

L'Aigleinfos : Est-ce que vous avez déjà porté plainte ou vous envisagez le faire après ?

Oury Maci Bah : Je n'ai pas encore porté plainte mais quand j'ai échappé à ce kidnapping, j'ai appelé le secrétaire général du syndicat des professionnels de la presse de Guinée, et il a promis de me revenir. Si je dois

porter plainte, ça dépendra de la suite que j'aurais avec Pendessa.

L'Aigleinfos : Quel appel avez-vous à lancer aux confrères et aux autorités suite à ce que vous traversez ?

Oury Maci Bah : Je demande aux confrères d'être prudents parce qu'il n'y a rien de plus important que la vie. C'est vrai que nous aimons le métier que nous faisons et ce que nous sommes mais notre vie avant tout. Chacun doit prendre garde, surveiller ses déplacements parce que de nos jours, des gens disparaissent sans explications. Moi, en tout cas, j'ai déjà pris des dispositions pour ma propre sécurité.... Aux autorités de faire de la sécurité des journalistes, une priorité qu'ils soient du public ou du privé. On est tous des Guinéens, il faut que l'Etat fasse en sorte que des journalistes ne se sentent pas en danger dans ce pays pour nous permettre de faire notre travail comme il faut pour informer le public.

L'Aigleinfos : Merci à vous Oury Maci Bah, rédacteur en chef des "Nouvellesd'afrique" !

Oury Maci Bah : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

CAN MAROC 2025

La Guinée ne sera pas au rendez-vous

Le mardi 19 novembre, à Dar-es-salam, le Syli national de Guinée a disputé sa 6ème et dernière rencontre au compte des éliminatoires de la CAN 2025 prévue au Maroc. Les poulains de Michel Dussuyer ont été battus par la Tanzanie 1-0 pour terminer à la troisième place du groupe H. Ce qui signifie clairement non qualification pour la prochaine biennale du football continental. Le 06 septembre 2024, lors de la première journée, l'on s'en souvient, le Syli national de Guinée a affronté les

Léopards de la RD Congo au Stade des Martyrs de Kinshasa. Abdoulaye Touré et ses coéquipiers se sont inclinés 0-1 face à leurs adversaires du jour, à la grande déception de leurs dirigeants et supporters inconditionnels. Le 10 septembre, ils ont eu à en découdre avec la Tanzanie à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), le pays ne possédant pas pour le moment de stade répondant aux normes exigées par la CAF et la FIFA. Les poulains de Charly Paquillé (limogé par la suite) se sont fait battre 1-2

par une équipe tanzanienne à ossature locale.

Sous la conduite du nouveau sélectionneur, Michel Dussuyer, et grâce à un triplé de son attaquant vedette, Serhou Guirassy, et une réalisation de Seydouba Cissé, le Syli national a largement dominé l'Ethiopie 4-1 le 12 octobre dernier au compte de la troisième journée des éliminatoires. Dans l'autre match du groupe H, la RD Congo, à domicile, s'est imposée 1-0 face à la Tanzanie. Trois jours plus tard, lors de la quatrième journée, le onze

guinéen a dominé une nouvelle fois l'Ethiopie 3 pour se hisser à la deuxième place du groupe H. La RD Congo a dominé pour sa part la Tanzanie 2-0. Lors de la 5ème journée, disputée le 16 novembre, le Syli national de Guinée a remporté sa troisième victoire dans ces éliminatoires. Il a dominé la RD Congo 1-0, une nouvelle fois grâce à Guirassy.

Le mardi 19 novembre, à Dar-es-salam, le Syli national de Guinée a disputé sa 6ème et dernière rencontre au compte des éliminatoires de la CAN

2025. Les poulains de Michel Dussuyer ont été battus par la Tanzanie 1-0 pour terminer à la troisième place du groupe H. Ce qui signifie clairement non qualification pour la prochaine biennale du football continental. L'Ethiopie s'est imposée 2-1 face à la RD Congo, déjà qualifiée. Après 6 journées, le classement dans ce groupe H se présente comme suit : RDC (12 points) ; Tanzanie (10 points), Guinée (9 points); Ethiopie (4 point).

Mamadou Oury

Interview

SANTÉ

Le diabète, une véritable préoccupation de santé publique, pourtant négligée par la population (entretien Pr. Amadou Kaké, diabétologue)

Le diabète est une des maladies qui tue à petit feu mais très souvent négligé par les populations à cause de son suivi. Cette pathologie n'est pas contagieuse mais sa prise en charge représente un véritable casse-tête pour ses victimes. Pour en savoir plus sur cette maladie, nous avons rencontré le Professeur agrégé Amadou Kaké, diabétologue. Il est également le coordinateur national de lutte contre les maladies non transmissibles au ministère de la Santé et l'Hygiène publique.



L'Aigleinfos : Nous parlons aujourd'hui d'une maladie appelée le diabète qui fait assez de victimes mais qui ne fait pas peur à la population. Parlez-nous de cette maladie ?

Pr. Amadou Kaké : Le diabète est défini comme un état hyper-glycémique qui est lié à des facteurs génétiques et environnementaux, et le plus souvent ces facteurs sont liés ensemble. Pourquoi l'hyper-glycémie, parce que le pancréas

n'arrive pas à produire d'insuline ou l'insuline qu'il produit n'est pas utilisé. En termes simples, c'est lorsque le taux de sucre est élevé dans le sang. Il est devenu aujourd'hui un véritable problème de santé dont la prévalence ne cesse de croître et plus particulièrement dans les pays pauvres comme la Guinée.

L'Aigleinfos : Comment peut-on reconnaître les symptômes ou signes du

diabète ?

Pr. Amadou Kaké : Le fait d'uriner abondamment et fréquemment ou de boire plus de trois litres par jour, accompagné d'une polyphagie c'est-à-dire la personne mange beaucoup mais elle ne fait que perdre du poids, des infections fréquentes, des plaies chroniques qui ne guérissent, des troubles, l'impuissance sexuelle, la vision floue et l'inflation au niveau des pieds. Mais ce qu'il faut souligner, est que ces signes surviennent lorsque le taux de glycémie est très élevé. C'est-à-dire, on peut être diabétique durant des années, sans aucun signe ni symptôme. Seul le dépistage peut permettre de savoir si l'on

est ou non.

L'Aigleinfos : On entend souvent parler de types de diabète. Est-ce qu'il existe cela ?

Pr. Amadou Kaké : Il y a effectivement quatre types de diabète : le diabète de type 1 qui atteint les enfants et les adolescents. Il représente moins de 10%. Nous avons le diabète de type 2 qui est le plus fréquent qui attrape souvent des adultes qui ont des antécédents dans leurs familles ; nous avons les diabètes liés à la grossesse et d'autres types même s'ils sont moins fréquents qui représentent moins de 1% ou d'autres maladies endocriniennes.

L'Aigleinfos : Comment se passe la prise en charge de cette pathologie en Guinée ?

Pr. Amadou Kaké : En ce qui concerne la prise en charge du diabète de type 1, le gouvernement guinéen en partenariat avec le laboratoire Novonordis a mis en place un projet appelé « changer l'avenir des enfants diabétiques » ; pour le diabète de l'adulte, il n'y a pas de prise en charge malheureusement parce que nous n'avons pas de couverture universelle dans notre pays et toute la charge revient aux patients et à leurs familles. Ce qui fait que les gens ont du mal à se prendre en charge et des enquêtes ont montré que près de la moitié des diabétiques ne sont pas traités, et ceux qui sont traités n'atteignent pas les objectifs de traitement parce qu'ils ont peur que leurs produits finissent.

L'Aigleinfos : Est-ce qu'il y a un moyen ou un mécanisme pour lutter contre cette pathologie ?

Pr. Amadou Kaké : Les moyens de lutte contre le diabète sont divers.

Nous avons le volet non médicamenteux qui consiste à éduquer les patients qui doivent savoir c'est quoi la maladie, pourquoi prendre des médicaments pour une maladie pour laquelle ils ne ressentent de symptômes ; comment éviter les complications du diabète parce que cela peut entraîner le coma des patients ? On parle aussi de l'alimentation variée des patients à des heures régulières ; de faire des activités sportives de leur choix au minimum trois fois dans la semaine. En plus de ces volets non médicamenteux, nous avons aussi les médicaments du diabète : des comprimés et des injections. Maintenant le choix du médicament dépend du type de diabète. Si on veut vivre mieux avec son diabète, il faut contrôler sa glycémie. C'est-à-dire tous les facteurs des risques cardiaques vasculaires.

L'Aigleinfos : Est-ce qu'il y a un centre hospitalier digne de nom pour le traitement des diabétiques dans notre pays ?

Pr. Amadou Kaké : Le ministère a créé un programme contre les maladies non transmissibles tel que le diabète, l'hypertension artérielle, les maladies cardiovasculaires, les maladies respiratoires chroniques. En plus de cela, il y a au niveau du CHU de Donka, d'autres services de santé tels que l'hôpital régional de Entag, et même dans les hôpitaux régionaux.

L'Aigleinfos : Merci à vous Professeur agrégé, Amadou Kaké!

Pr. Amadou Kaké : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D



CONDUITE DE LA TRANSITION CNRD

Ce qu'en pense Aliou Bah du MoDel

Le lundi 18 novembre 2024, Aliou Bah, président du parti MoDel, était invité au Centre Culturel Franco-guinéen (CCFG), par le journaliste de RFI Juan Gomez, avec d'autres acteurs guinéens (Me Halimatou Camara, avocate ; Saïkou Oumar Barry, conseiller personnel du Premier ministre Amadou Oury Bah) pour débattre essentiellement de la conduite de la transition par le général Mamadi Doumbouya et son gouvernement. Le jeune leader s'est montré très critique à l'égard des tombeurs d'Alpha Condé.

« C'est toujours bien de débattre, notre pays en a besoin. Vous savez, le MoDel s'est toujours inscrit dans cette logique. Chaque fois que nous pouvons discuter, chaque fois que nous pouvons échanger dans le cadre d'une contradiction constructive, nous répondons toujours. RFI a organisé cette émission, nous a invité, malheureusement, le Premier ministre, sur instruction de sa hiérarchie, n'est pas venu. Il a envoyé un représentant, on aurait aimé que ce soit lui-même pour pouvoir quand même atteindre un certain niveau de discussion. Je ne minimise personne, mais quand même, nous avons tenu à exprimer un certain nombre de préoccupations. Egalement pour porter nos idées à la place publique et nous espérons que c'est une valeur ajoutée pour la Guinée. Pourquoi le Premier ministre lui-même a changé ou sa hiérarchie a changé d'avis à la dernière minute ? RFI avait tous les accords pour venir. Nous pensons que ce gouvernement ne peut plus défendre un certain nombre de choses objectivement. Donc, ils pensent que c'est une fuite en avant qu'il faut



avoir, il faut se cacher de l'opinion. Raison pour laquelle, ils sont en train de museler les médias, parce qu'ils ne veulent pas de la transparence. Et nous, nous sommes des Guinéens. Nous nous battons pour la transparence, nous nous battons pour le débat, nous n'avons rien à cacher. S'ils avaient des choses objectivement défendables, c'est sûr qu'ils seraient venus. Parce que si c'était une tribune

qui leur avait été offerte pour la propagande sans contradiction, c'est sûr qu'ils auraient accepté. Mais le fait qu'ils ne soient pas venus, prouve à suffisance qu'ils ont des choses à cacher. Puisque la Guinée appartient à tous ses enfants, y compris nous-mêmes. Nous, nous n'avons rien à cacher, nous avons répondu et quand nous donnons la parole, nous la respectons. C'est pourquoi, aujourd'hui, les Guinéens nous

ont vus ici. Celui qui représente le Premier ministre, il avait forcément des difficultés parce que ce n'était pas défendable. Peut-être que son patron a pensé le sacrifier d'une façon ou d'une autre », a martelé le chef de file du Model. Avant de se prononcer contre une éventuelle candidature de l'actuel locataire du Palais Mohammed V. « Pour nous, il n'y a pas de super-Guinéen. Moussa Dadis Camara est

en prison aujourd'hui pour avoir voulu confisquer le pouvoir. Nous étions un peu plus jeune à l'époque. On s'était mobilisé, le Premier ministre actuel et certains membres du gouvernement étaient avec nous dans la rue. Et aujourd'hui, ce qu'on n'a pas accepté pour le capitaine Dadis Camara, on ne va pas l'accepter pour le général Doumbouya. Il n'est pas plus Guinéen que Moussa Dadis Camara. Pour le moment, il ne s'est pas exprimé, j'espère qu'avant la fin de l'année, il va avoir un message très clair qui l'amènera à respecter son engagement. Toutes les options sont possibles. La rue, ce n'est pas une jungle. Le droit de manifester est consacré par la loi, cela ne doit pas nous effrayer. Mais nous ne prenons pas la rue comme la première option. Nous travaillons sur beaucoup d'autres options et bien naturellement si c'est nécessaire d'aller dans la rue, si certains estiment que la rue est une boucherie, ils n'ont qu'à s'en prendre aux bouchers. Parce que nous n'avons jamais tué personne dans ce pays », a fait savoir Aliou Bah.

Kaba Kankoula

VIE POLITIQUE

Dr Fodé Cissé du MPP se prononce sur la conduite de la transition

Le week-end dernier, lors de la présentation de la vision dudit mouvement, Dr Fodé Cissé, ancien Directeur général de la Caisse nationale de Prévoyance sociale et désormais président du Mouvement Pour le Progrès (MPP) a donné sa position sur la conduite de la transition en cours en Guinée.

« Nous sommes dans une période où la transition est tiraillée entre un monde qu'on a contesté, qui est un monde fait de division, un monde fait de haine, un monde fait de violation des lois. On est tous d'accord avec ça. Ce qui a abouti au coup d'Etat. Alors on nous a annoncé un nouveau monde. Vous comprenez?

Vous savez quand l'ancien s'estompe et que le nouveau se met en place qui entraîne souvent une crise. Et nous sommes dans cette crise inter-règne. Alors le plus souvent, c'est fait de contradiction, c'est fait de mécontentement, c'est fait de résistance parfois. Mais ce qui est important aujourd'hui, malgré les efforts de réformes

qui ont été faites, ce qui est important de signaler, c'est qu'il y a deux groupes d'acteurs et de pratiques. Il y a certains acteurs qui veulent qu'on aille vers le nouveau monde qu'on nous a promis, fait du respect, de cohésion nationale, de respect de la loi, de l'Etat. Un Etat qui n'est pas un instrument de propagande politique, ainsi de suite. Mais il y a des acteurs qui veulent nous tirer vers le derrière, qui veulent nous ramener à l'ancien schéma. Voilà notre lecture de la situation (...) Le glissement est inévitable. Pendant ce glissement, nous,

notre position, c'est l'appel au dialogue, qu'on s'asseye autour de la table pour redéfinir les choses. Parce que, dans ces bisbilles-là, seule la coopération peut nous sortir de ça. Chacun ne peut pas s'enfermer dans sa logique pour pouvoir dire que non, c'est moi qui détiens la raison », a indiqué Dr Fodé Cissé.

A propos de l'éventualité de la candidature du tombeur d'Alpha Condé à la prochaine présidentielle en Guinée, Dr Fodé Cissé dira ceci : « Aujourd'hui, il y a un coup d'Etat qui s'est effectué. Moi-même j'étais président de la

commission civile du CNRD. Le général Mamadi, j'ai travaillé avec lui, il a fait un engagement. Il a dit qu'il ne sera pas candidat. Jusqu'à preuve du contraire, on ne l'a pas entendu dire qu'il sera candidat. Ça, c'est la première preuve que nous avons. La deuxième, il y a un certain nombre de fonctionnaires de l'administration qui se lèvent pour sauver leurs postes, ils sont en train de se battre pour qu'il soit candidat. Voilà les données factuelles que nous avons »

Mamadou Oury

*Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*

PRIÈRES POUR LE PRÉSIDENT ET LA PAIX EN GUINÉE

Le Collectif des anciens ministres CNRD donne le ton

Le vendredi 15 novembre 2024, les anciens ministres CNRD, regroupés au sein d'un Collectif, ont organisé une lecture du Saint Coran à la grande mosquée Fayçal pour le président et la paix en Guinée.



Etaient présents à cette cérémonie : Lansana Béa Diallo (ancien ministre de la Jeunesse et des Sports), Alphonse Charles Wright (ancien ministre de la Justice et des Droits de l'homme), Yaya Sow (ancien ministre des Infrastructures), Aïcha Nanette Conté (ancienne ministre de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables), Aly Seydouba Soumah (ancien ministre de

l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures), Abdourahmane Sikhé Camara (ancien secrétaire général du gouvernement), Alpha Soumah alias "Bill de Sam" (ancien ministre de la Culture) et Guillaume Hawing (ancien ministre de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation). Ce dernier, dans son intervention de circonstance, a déclaré : « Le président de la République

depuis son premier gouvernement a eu confiance en nous. Nous sommes 14.000.000 de Guinéens, nous avons été choisis, il a eu confiance en nous, nous avons travaillé avec lui, nous avons pratiqué l'homme, nous connaissons l'homme. Nous connaissons son amour pour ce pays, sa détermination, sa vision et sa conviction. Nous étions avec lui hier, aujourd'hui nous ne sommes plus membres

du gouvernement mais nous sommes des hommes de valeur, des hommes de conviction, nous avons dit oui hier, nous l'avons accompagné aujourd'hui aussi nous disons oui nous l'accompagnons vu sa vision, sa détermination pour qualifier ce pays. Ce sont les séries de prières. Vous savez, il faut se confier à Dieu. Nous venons avec un nouveau visage. Vous savez hier quand les gens sont débarqués du gouvernement, ils deviennent autres personnes. Ils créent des partis politiques, ils s'opposent même à l'homme qui les a choisis... Nous nous disons non! Le général Mamadi Doumbouya mérite d'être soutenu »

Quant au premier imam de la Grande mosquée Fayçal, Elhadj Mamadou Saliou Camara, il fera remarquer ceci : « Dans cette vie, il y a de nombreuses relations: celle qui lie à la politique, à l'administration, à la parenté mais la meilleure relation dans la vie c'est la religion, la foi. C'est parce que quand on a la

foi, on pardonne ceux qui nous font du mal et nous acceptons en ayant un dos large. Notre relation aujourd'hui qui nous réunit ici, c'est une relation patriotique. C'est à cause de la patrie qu'ils sont venus. Être reconnaissant à leur président qui les a choisis pour être ministres, si un jour il y a le changement et qu'ils ne sont pas ministres aujourd'hui, mais ils sont Guinéens, ils n'oublieront jamais la confiance que le président a placée en eux. Pour prouver qu'ils sont avec nous aujourd'hui ils sont là. Ils étaient avec nous hier, ils sont avec nous aujourd'hui, ils seront avec nous demain inshallah »

Une initiative qui fait déjà couler des flots d'encre et de salive dans le pays du général Mamadi Doumbouya, accusé par ses détracteurs de vouloir se maintenir au pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens.

Kéfina Diakité

TRANSITION

Kerfalla Camara "KPC", un nouveau soutien au président Doumbouya

Kerfalla Person Camara "KPC", est désormais le parrain du Mouvement "Doumbouya Casse Yikô" (Doumbouya, la Casse te suit, en langue nationale Maninka). Le PDG du groupe Guicopres dit se mettre à la disposition du général Mamadi Doumbouya, l'homme qui, avec ses compagnons du CNRD, a évincé le professeur Alpha Condé du fauteuil présidentiel le 5 septembre 2021.

Pour KPC, l'actuel locataire du Palais Mohammed V est un homme de Dieu qui ne peut pas tuer une mouche et qui ne va jamais déposséder quelqu'un de son bien. « Dans les temps, quand nous on grandissait, les Guinéens avaient peur d'investir en Guinée. Rassurez-vous que dans quelque temps, sous peu, tous les Guinéens vont avoir le courage de mettre leur argent en Guinée. Parce que je suis convaincu que ce monsieur ne va jamais déposséder quelqu'un de son bien, il ne le fera pas. Ce que je vous dis, je l'ai vécu et c'est la réalité, je ne sais pas faire le semblant », a confié Kerfalla Person Camara "KPC", cité par GTV1. Et d'ajouter : « Mamadi Doumbouya n'est pas qu'un frère, il n'est pas qu'un ami à

moi, il n'est pas qu'un président à moi mais c'est vraiment un homme de Dieu parce qu'il ne peut pas faire du mal à une mouche. Certainement quand quelqu'un est obligé de se défendre, on le dit souvent (...) si vous rencontrez Mamadi Doumbouya dans cette position, c'est parce qu'il n'a d'autres moyens pour éviter de se défendre ». La figure emblématique du BTP en Guinée a par ailleurs rassuré les jeunes de la Casse (autrefois bastion du RPG Arc-en-ciel) quant à leur accompagnement pour aider le président à mener à bien sa mission de refondation et de rectification institutionnelle.

« Que Dieu vous donne les moyens d'atteindre nos objectifs. Je vous confie ma

famille, je vous confie l'entreprise, je vous confie mes proches. Nous sommes à votre entière disposition, également je serai là à côté de vous à une date qu'on va convenir de commun accord au niveau de la Casse. Je choisirai mes collaborateurs qui vont être avec votre bureau pour faire un programme d'accompagnement étalé sur plusieurs années du CNRD et du président Général Mamadi Doumbouya », a annoncé KPC.

Kaba Kankoula



RAPPROCHEMENT DE MAKANÉRA AVEC LE CNRD

Le bureau politique du FND envisage une procédure de destitution

Le rapprochement du président du Front National du Développement (FND) avec les autorités de la transition fait assez de débats dans les médias et sur les réseaux sociaux. Alhoussein Makanéra Kaké qui fait objet de critiques de la part de ses proches, se fie de ces commentaires.



Est-ce suffisant pour parler d'un divorce entre Alhoussein Makanéra Kaké et des responsables de son parti ? Le président du Front National pour le Développement et des membres du bureau politique national du parti sont à couteaux tirés sur ses récentes prises de position. Ses dernières images avec le ministre secrétaire général de la présidence de la République en sont pour quelque chose. Ce

rapprochement avec la junte au pouvoir, est contesté par des responsables du bureau politique national.

« Comme tout le monde, nous le bureau politique, nous nous sommes indignés de l'attitude de Monsieur Kaké parce c'est le président d'un parti politique d'abord. Cela dit, en tant que parti, nous ne voyons aucun mal pour soutenir un meeting de la paix mais si la liberté d'expression

est muselée en Guinée, et que le CNRD soit libre d'organiser des rassemblements. Nous condamnons cela fermement le fait que Makanéra s'associe à cette organisation soi-disant un concert de la paix », s'est indigné Mamadou Timbhobé Diallo.

Au téléphone d'un journaliste de votre quotidien, M. Kaké assume sa prise de position et accepte les critiques de ceux qui ne trouvent pas sa démarche

cohérente, notamment ceux de son parti. D'ailleurs, il soutient que la démocratie est une vertu au sein de son parti. « Même votre femme peut élever la voix pour dire que ce que vous avez fait, elle n'est pas d'accord. Et c'est ce qui fait d'ailleurs la beauté de la démocratie », a réagi le leader du FND qui assure que son séjour se passe bien dans la région forestière avec le ministre porte-parole de la présidence. « On est entre Macenta et N'Zérékoré, et je crois qu'on va faire Yomou aujourd'hui. Avec le label CNRD, on est en train de quadriller systématiquement le pays mètre carré par mètre carré », a-t-il déclaré.

Des avertissements auraient déjà été donnés par le principal mis en cause. Mais M. Makanéra ne considère pas ce rappel à l'ordre, déplore le responsable chargé des relations extérieures du FND. Suite à cela, des mesures devraient s'imposer contre lui, a-t-il rappelé. « Il ignore nos avertissements, mais une réunion du bureau est prévue et on prendra des sanctions

contre ses agissements. Cependant, il est important de rappeler que le FND est un allié du RPG, et presque tous les responsables de ce parti sont emprisonnés ainsi que la majorité des leaders de la société également. M. Kaké prétend être constant mais nous allons prendre une décision afin de le démettre de ses fonctions. En attendant, nous allons le suspendre de ses fonctions de président du FND », a menacé Timbhobé. Le président du FND est en tournée avec le Général Amara Camara pour une campagne de paix et du vivre ensemble dans la région forestière. Il souhaite profiter de ces moments avant de pouvoir répondre à ces détracteurs quand il sera de retour à Conakry. « Je voudrais attendre quand je rentre, je vais organiser une grande conférence. Et je veux que mes premiers mots soient très solennels », a répondu, l'ancien ministre de la Communication. Affaire à suivre !

Samuel Demba. D

SECTEUR DES TRANSPORTS

Paul Moussa Diawara prend les rênes de la Marine marchande

Ancien DG de l'OGP (Office guinéen de publicité) Paul Moussa Diawara, a été nommé récemment par le président de la transition, le général d'armée Mamadi Doumbouya, au poste de Directeur national de la Marine Marchande, en remplacement de Mamadou Diallo.

Le promu a été officiellement installé dans ses nouvelles fonctions le lundi, 18 novembre 2024 lors d'une cérémonie organisée dans les locaux du ministère des Transports, sous l'égide de Mohamed Bakayoko, secrétaire général dudit département. C'était en présence des proches, des amis et d'anciens collaborateurs des directeurs sortant et entrant.

Comme il fallait s'y attendre, Paul Moussa Diawara a remercié le président de la transition, le général Mamadi Doumbouya, pour la confiance placée en sa personne pour prendre la tête de cette direction nationale très stratégique au niveau des transports.

« Merci aux membres du CNRD auxquels je rends ici un vibrant hommage. A ma mère, à mes frères et sœurs, à ma famille, à

mes proches... Je dis merci pour m'avoir accompagné, soutenu, aidé, merci pour ne m'avoir pas abandonné pendant ces six longues années de traversée du désert. Merci pour votre fraternité exemplaire, merci pour votre amitié, merci pour votre fidélité à toute épreuve (...) Je m'adresse à vous en ces instants solennels pour exprimer tout d'abord ma gratitude infinie au Président de la République, Chef suprême des armées, le Général d'Armée, Mamadi Doumbouya », a déclaré dans son discours de circonstance le nouveau Directeur national de la Marine marchande. Parlant de son ambition pour cette entité, Paul Moussa Diawara dira ceci : « Elle vise l'excellence et donc, la recherche constante de l'efficacité et de l'efficience avec l'économie de temps et

de moyens, qui sera notre sacerdoce. Nous comprenons bien que pour aboutir à des résultats, il nous faut développer un esprit d'équipe basé sur la redevabilité en termes de production de services publics de qualité dans le secteur maritime sous le sceau d'une gestion transparente et durable... »

Pour sa part, le Directeur national sortant, Mamadou Diallo, est revenu entre autres sur les résultats obtenus sous son magistère. Il a par la suite invité l'ensemble des travailleurs de cette direction nationale à se mettre à la disposition de son successeur pour essayer de mener à bien des réformes et relever les défis du secteur dans l'intérêt de la Guinée et des Guinéens.

Kèfina Diakité



CONAKRY

Bah Oury préside le 44^e conseil annuel de l'AGPAOC

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Amadou Oury Bah, a présidé lundi, 18 novembre 2024, la cérémonie d'ouverture officielle du 44^e Conseil Annuel de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et de la 19^e Table Ronde des Directeurs Généraux de l'AGPAOC.



Prévue du 18 au 21 novembre 2024, cette rencontre se déroule sous le thème « Optimiser la desserte de l'arrière-pays : défis de connectivité, fluidité et fiabilité

». Ces assises constituent une étape clé pour renforcer la coopération régionale dans le domaine portuaire, améliorer les capacités des ports membres de l'AGPAOC et promouvoir des synergies régionales.

Selon le Président de l'AGPAOC, M. Martin BOGUIKOUA, le choix du thème reflète l'urgence de surmonter les obstacles logistiques freinant les ambitions économiques de la région : « À travers des échanges stratégiques et des recommandations, nous poserons les bases d'une coopération renforcée pour relever ces défis et valoriser pleinement le potentiel de la ZLECAf », dit-il.

Le Directeur Général du Port Autonome de Conakry, M. Mamadou Biro DIALLO a, dans son discours, rappelé que les ports jouent un rôle essentiel en tant que hub du commerce

mondial et catalyseur de croissance régionale. Cependant, pour que cette croissance soit véritablement inclusive, elle doit s'étendre au-delà de l'interface portuaire jusqu'à l'arrière-pays.

« La connectivité et la fluidité des chaînes logistiques sont déterminantes. Cela repose sur des infrastructures diversifiées, telles que les routes, les voies ferrées et, parfois, les voies fluviales. C'est pourquoi, le Port Autonome de Conakry accorde une importance particulière à ces enjeux tout en soutenant les efforts de développement des pays d'arrière-pays à travers des services de qualité », affirme-t-il.

Pour le Secrétaire général du ministère des Transports, Mohamed BAKAYOKO, ces assises représentent une opportunité stratégique pour la Guinée de réaffirmer son ambition de devenir un hub

commercial maritime en Afrique de l'Ouest. Elles renforcent le positionnement de Conakry comme porte d'entrée pour les pays de l'arrière-pays, tout en mettant en lumière les initiatives récentes visant à moderniser et développer le port, conformément à la vision du Président de la République, Son Excellence le Colonel Mamadi Doumbouya.

Dans son intervention, le Premier ministre a souligné l'importance des infrastructures ferroviaires pour la réussite de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) : « La Guinée prévoit de construire de nouveaux ports et de développer des axes historiques tels que le Transguinéen, qui pourra s'étendre vers la Côte d'Ivoire et d'autres destinations stratégiques. »

Samuel Demba.D

LÉGISLATIVES AU SÉNÉGAL

La victoire annoncée du Pastef redessine la carte électorale

Deux jours après la tenue du scrutin, les résultats officiels provisoires des législatives anticipées ont été rendus public ce mardi 19 novembre au Sénégal. S'ils confirment l'hégémonie du Pastef, ils montrent aussi que l'ancien président Macky Sall a manqué son retour sur le devant de la scène à la tête de la coalition d'opposition Takku Wallu. Arrivée certes en deuxième position, elle reste malgré tout bien loin derrière le parti au pouvoir.

Les résultats des législatives anticipées rendus public mardi 19 novembre au Sénégal confirment le raz-de-marée du Pastef qui arrive en tête dans 40 des 46 départements du pays et dans 7 des 8 circonscriptions de la diaspora. Dans le détail, les grands bassins d'électeurs - Dakar, Thiès, Diourbel et Mbacké, à l'est de la capitale - qui avaient déjà massivement voté pour lui à la présidentielle ont confirmé leur choix et même amplifié ses scores puisque dans tous ces départements, le parti des patriotes fait mieux que lors du scrutin du 24 mars et creuse un peu plus l'écart avec les listes de l'opposition.

Parmi les enseignements notables à retenir, il y a aussi le fait que des bastions de l'ancien régime qui avaient résisté aux sirènes du Pastef à la présidentielle ont, cette fois, basculé. Tel est par exemple le cas des départements de Foundiougne et Fatik, dans le

centre du pays, deux anciens fiefs de l'ex-président Macky Sall - qui en est originaire - et réputés imprenables. Même constat également dans le nord, dans le département de Dagana frontalier avec la Mauritanie, qui était lui le département d'origine de l'ancien président de l'Assemblée nationale, ainsi que dans le sud-est, où le parti d'Ousmane Sonko s'empare des départements le long du fleuve Sénégal, de Bakel à Kedougou.

Retour raté pour Macky Sall

Seuls six départements résistent en fait à la déferlante du Pastef. Parmi eux : quatre se trouvent dans l'est, dans la région de Matam, et sont restés fidèles à la coalition Takku Wallu, tandis que l'ancien Premier ministre Amadou Ba, passé de dauphin à rival de l'ex-président, emporte lui le département de Podor, dans le nord-est, un ancien fief de l'APR, le parti de Macky Sall



qui ne parvient pas à sortir de la crise dans laquelle il est plongé depuis la présidentielle. Plusieurs de ses figures de proue, comme Amath Diouf, l'un de ses membres fondateurs, ont ainsi rejoint le Pastef tandis que pour d'autres, la victoire écrasante du camp de Bassirou Diomaye Faye marque la fin des partis traditionnels.

Quoi qu'il en soit, ces résultats montrent que l'ex-chef de l'Etat

a raté son retour sur le devant de la scène politique. Alors qu'il était tête de liste, Macky Sall a fait campagne depuis le Maroc où il est installé depuis le mois d'avril, avec à la clé une défaite cuisante et une absence regrettée dans les rangs de sa coalition. En outre, même si l'ancien président devrait a priori être élu député, il ne siègera pas : son suppléant prendra sa place. Pour l'analyste politique Moussa Diaw, sa tentative de retour est

donc surtout une grave erreur. Selon lui, les Sénégalais lui ont tourné le dos et ne croient plus en son discours, d'autant plus que l'avenir de l'intéressé semble incertain : le Premier ministre Ousmane Sonko a, en effet, laissé entendre que Macky Sall pourrait être poursuivi devant la Haute Cour de justice pour haute trahison.

RFI

RETOUR À L'ORDRE CONSTITUTIONNEL

Le RPG Arc-en-ciel tient au respect de l'accord signé avec la CEDEAO

Le samedi 16 novembre 2024, le RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir, a tenu son assemblée générale hebdomadaire à son siège national, à Gbessia, dans la commune du même nom. A cette rencontre avec cadres et militants du parti, l'honorable Mohamed Lamine Kamissoko, membre du Bureau politique national, est revenu sur les revendications des Forces vives du pays, exprimées dans un mémorandum appelant à une transition civile et au départ du CNRD d'ici janvier 2025.



Dans sa communication, il a martelé avec force que les actions du Gouvernement de la transition ont violé les principes d'inclusivité et de

respect des engagements, se montrant perplexe quant à la fin de la transition annoncée pour le 31 décembre prochain, comme prévu

explicitement dans l'accord dynamique signé entre les autorités guinéennes et la CEDEAO (Communauté économique des Etats de

l'Afrique de l'ouest). Il a donné une position tranchée par rapport aux récentes revendications des Forces vives, qui ont exigé la fin de la transition CNRD d'ici janvier 2025. Ce membre du Bureau politique national du RPG Arc-en-ciel, le parti d'Alpha Condé (en exil en Turquie), a soutenu que les revendications contenues dans le mémorandum des forces vives ne laisseraient plus rien à dire aux tombeurs d'Alpha Condé, estimant que la situation actuelle de la transition n'était plus tenable. Hon. Mohamed Lamine Kamissoko a rappelé que le chronogramme de la transition, tel qu'établi à son lancement, prévoyait une période de transition d'une

année. « Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour participer aux rencontres et œuvrer pour l'intérêt supérieur de la nation. Mais, dès le départ, des stratégies ont été mises en place pour empêcher les grands partis politiques de participer à l'élaboration de la charte de la transition », a-t-il martelé. Et parlant du bilan du CNRD et de son gouvernement, il dit qu'il est plutôt accablant, arguant que la Constitution a été dissoute par les autorités actuelles, qui ont imposé leur propre législation tout en violant, selon lui, leurs engagements.

Kèfina Diakiké

MINIÈRE

L'UFDG rend hommage à ses militants et responsables décédés

A l'instar de toutes les grandes formations politiques du pays, l'UFDG de Cellou Dalein Diallo tient son assemblée générale hebdomadaire tous les samedis à son siège national à la Minière. Mais il a été plutôt question samedi 16 novembre de lecture de Saint Coran et de prières pour les militants et responsables du parti décédés.

Il n'y a donc pas eu d'assemblée générale hebdomadaire cette semaine. En lieu et place, le parti de l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo a décidé ce jour de rendre un vibrant hommage aux militants, sympathisants, responsables du parti décédés durant toutes ces années. Parmi eux, il y a des maires, des vice-présidents, des responsables des fédérations et des cadres. Le vice-président du parti, Kalémodou Yansané, a annoncé qu'il n'y aura pas de prestations artistiques, ni de manifestation de joie et qu'il n'y aura de discours politiques.

«Nous n'oublions personne, nos prières les accompagne.

Nous prions Dieu de répandre le bonheur dans leurs familles, de leur accorder le Paradis. C'est aujourd'hui nous n'aurons pas d'artistes, nous n'aurons pas de manifestations de joie, nous allons tout simplement demander à Dieu de continuer à soutenir la Guinée, de continuer à soutenir l'UFDG, de continuer à soutenir Cellou Dalein Diallo...», a annoncé Kalémodou Yansané, un des vice-présidents de l'UFDG. Il y a quelques jours, des rumeurs ont circulé faisant état des menaces d'enlèvement qui pèseraient sur des responsables de cette formation qui, on le sait, fait partie des trois poids lourds de la scène



politique guinéenne, avec le RPG Arc-en-ciel du professeur Alpha Condé et l'UFR de Sidya Touré. Ces trois partis font partie des

Forces vives de Guinée qui ne cessent d'accuser, à tort ou à raison, l'actuel locataire du Palais Mohammed V, le général d'armée Mamadi

Doumbouya, de vouloir confisquer le pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens.

Kaba Kankoula

UFDG

Pour Souleymane Souza Konaté, le slogan "Une Constitution qui nous ressemble et nous rassemble" est une grotesque tromperie

Dans une tribune publiée dans la presse, Souleymane Souza Konaté, président de la Commission Communication de l'ANAD et Conseiller Chargé de Communication de Cellou Dalein Diallo, a martelé que le slogan "Une Constitution qui nous ressemble et nous rassemble" est une grotesque tromperie.



« L'avant-projet de Constitution guinéenne, actuellement débattu, ne mérite pas le qualificatif de "projet rassembleur". Loin d'unifier la

nation, il exacerbe les tensions et entraîne le pays sur le chemin périlleux de l'entêtement d'une junte sans égard ni respect pour le peuple. Ce texte, dont le

copier-coller apparent contribue à son caractère suspect, est une insulte à l'intelligence du peuple guinéen.

Le slogan, "Une Constitution qui nous ressemble et nous rassemble", est une grotesque tromperie. En réalité, cet avant-projet pave la voie à un régime totalitaire incompatible avec l'aspiration légitime à la démocratie et à la justice sociale. Les dérives autoritaires de la junte militaire sont palpables : l'interdiction systématique des manifestations, la fermeture des médias indépendants, les disparitions forcées, les enlèvements et les exils forcés d'opposants politiques et acteurs sociaux constituent une négation flagrante des droits fondamentaux.

Au lieu de se préoccuper du bien-être du peuple, la junte semble plus préoccupée par l'enrichissement personnel. Les cas de vol, de détournement de fonds publics, d'enrichissement illicite et de corruption à

grande échelle, le pillage des ressources naturelles, condamnent les générations présentes et futures à la précarité. À moins de parer au pire et de stopper à temps cette bande organisée de prédateurs hors pairs, dont l'unique projet est l'effritement de la Guinée après s'être remplis les poches. L'ombre d'une candidature du chef de la junte plane lourdement sur ce projet constitutionnel.

Cette perspective, loin d'apaiser les tensions, risque d'attiser les braises de la discorde et de déclencher de nouvelles violences politiques et sociales. La Guinée ne mérite pas un tel avenir.

Dans Kourouma et ses conseillers ont la lourde responsabilité de dire la vérité aux Guinéens. Mentir au peuple, c'est le trahir. Il est temps de rompre avec cette stratégie de manipulation et d'engager un dialogue sincère et inclusif avec toutes les

composantes de la société afin d'élaborer une Constitution véritablement consensuelle, respectueuse des droits humains et garante d'un avenir stable et prospère pour la Guinée. Une Constitution qui reflète les aspirations du peuple, et non les ambitions personnelles d'un homme ou d'un clan. L'avenir de la Guinée est trop précieux pour être sacrifié sur l'autel de l'ambition démesurée. Il est temps de choisir la voie de la paix, de la justice et de la démocratie. La Nation vacille comme jamais auparavant. Au peuple martyr de Guinée d'en tirer toutes les conséquences. », a écrit Souleymane Souza KONATÉ, Président de la Commission Communication de l'ANAD et Conseiller Chargé de Communication de Cellou Dalein Diallo.

Kaba Kankoula

COP29

La déclaration finale du G20 laisse délégués et ONG sur leur faim

Depuis Bakou, les délégués et ONG présents à la conférence sur le climat de l'ONU ont relevé des avancées sur la finance climatique dans la déclaration finale des dirigeants du G20 réunis à Rio dans la nuit de lundi à mardi, sans y voir d'impulsion décisive.

À Bakou, les délégués et ONG ont souligné clairement leur déception face à l'absence d'engagement à accélérer la transition vers l'abandon des énergies fossiles, une formulation qui était un acquis de la COP28 de Dubaï l'an dernier et n'a pas été repris à Rio.

Dans leur déclaration, les dirigeants du G20 ont notamment appelé à « augmenter les financements et les investissements publics et privés en faveur du climat dans les pays en développement » et esquissé l'idée de coopérer pour taxer les super-riches. Réactions mitigées

Le président du groupe de négociations représentant la plupart des pays en développement (G77+Chine), Adonia Ayebare, salue aussi

mardi matin à Bakou auprès de l'AFP le fait que le communiqué du G20 appelle à « augmenter la finance climatique de milliards à des milliers de milliards de toutes les sources ». Mais il regrette que le communiqué se contente d'écrire « de toutes les sources », au lieu de pointer spécifiquement les financements publics. « Nous avons demandé clairement que cela vienne de sources publiques, sous la forme de prêts à taux préférentiels ou de subventions », dit Adonia Ayebare, tout en considérant au total le communiqué comme « une bonne brique » pour construire un accord à Bakou. Pas « les signaux politiques nécessaires »

« Nous avons besoin d'un signal fort de la part du G20, et nous l'avons eu sur le plan



financier. Le communiqué du G20 reconnaît la nécessité d'augmenter le financement public pour les pays en développement », a analysé Mohamed Adow, du centre de réflexion Powershift Africa.

« Les dirigeants du G20 n'ont pas envoyé les signaux politiques nécessaires de Rio à Bakou », a réagi Rebecca Thissen, de l'immense réseau d'ONG Climate Action Network. La déclaration du

G20 se contente d'écrire sur les négociations financières de la COP29 : « Nous attendons un succès pour le nouvel objectif quantifié collectif à Bakou ». Sans aucun chiffre.

RFI